



COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 18 novembre 2025

Projet de Delphinarium à Beauval :

15 ONG de défense animale et le rapporteur de la loi 2021, M. Loïc Dombrevail, dénoncent la pérennisation de la captivité à des fins commerciales sous le masque d'un « Centre d'Études et de Sauvegarde pour dauphins »

Face aux récentes annonces du ZooParc de Beauval concernant l'ouverture d'un « Centre d'Études et de Sauvegarde pour dauphins » en 2027, et suite au déplacement ministériel du 6 novembre, les organisations non gouvernementales (ONG) de protection animale réaffirment leur **opposition catégorique** à ce projet.

Les ONG dénoncent fermement l'utilisation d'une terminologie trompeuse et de l'urgence de placement pour justifier la création d'un nouveau "delphinarium" qui porterait atteinte à l'esprit de la *LOI n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes*. Rappelons que déjà en 2016, Rodolphe Delord souhaitait ouvrir ce type de complexe commercial.

1. Dénonciation d'un faux-semblant de sanctuaire

Le qualificatif de « Centre d'Études et de Sauvegarde pour dauphins » masque la réalité d'un établissement visant à **pérenniser l'exploitation commerciale** des dauphins captifs. Par ailleurs, les lignes rouges fixées par les ONG, garantes d'une transition éthique, sont ignorées :

- **Ligne Rouge : Maintien de la reproduction.** L'intégration du programme EEP (programme européen de reproduction en captivité) démontre la volonté de maintenir un cheptel captif. Pour les ONG, **l'absence de reproduction est non négociable** pour mettre fin à cette industrie.
- **Ligne Rouge : Commerce et transport.** La participation aux programmes d'élevage introduit inéluctablement le risque de **transfert et d'échange international** d'animaux, selon les lignes directrices de l'organisation EAZA (*The European Association of Zoos and Aquaria*) qui dirige ces programmes et à laquelle les animaux appartiendraient.
- **Contournement légal :** Le projet de Beauval refuse d'adopter le **statut légal de sanctuaire**, tel qu'il est prévu par l'article 47 de la Loi de 2021. L'établissement privilégie le modèle d'**établissement zoologique**, ce qui lui permet de poursuivre des **activités lucratives** liées aux cétacés et d'échapper aux strictes contraintes éthiques d'un sanctuaire. Cette stratégie est facilitée par le manque de clarté réglementaire de l'État autour de **la notion de « programme scientifique »**. Ce vide juridique permet au zoo de Beauval, en intégrant l'EEP, d'ouvrir la porte à la **reproduction et l'exportation de nouveaux individus**.

***Déclaration Commune :** « L'urgence de trouver une solution pour les dauphins de Marineland et de Planète sauvage ne doit pas servir de prétexte à la création d'un "delphinarium de luxe". Ce n'est pas un centre de sauvetage que propose Beauval, mais une **nouvelle infrastructure d'exploitation** qui compromet l'avenir éthique des cétacés en France et porterait atteinte à l'esprit et à l'intention de la loi de 2021. »*

2. Incohérence de l'action gouvernementale

Les ONG regrettent et dénoncent le soutien du gouvernement à ce projet, illustré par le déplacement de M. Mathieu Lefèvre du 6 novembre, présenté comme une volonté de placer le **« bien-être animal au cœur de la gestion de la faune sauvage captive »**.

Soutenir un projet qui maintient la reproduction et le risque de commerce est **contraire à l'engagement moral et légal** de la France de tourner la page de la captivité des cétacés. Cette validation politique entérine la contradiction au lieu de soutenir une solution de véritable sanctuaire.

3. Appel à la responsabilité et contestations légales

Les organisations signataires appellent l'État à la responsabilité : la seule voie cohérente avec la loi de 2021 contre la maltraitance animale est d'exiger le respect des **lignes rouges absolues** des ONG telles que souhaitées par le législateur.

Toute autorisation qui serait délivrée par l'administration au ZooParc de Beauval sera considérée comme un **recul inacceptable** et fera l'objet d'une **contestations par les voies légales** appropriées par des organisations de défense animale.